



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/02/2017

Publication : 01/02/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2017.01/10

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 30 janvier 2017

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	29
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **31 janvier 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **30 janvier** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **23 janvier**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Gérard **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Monsieur **LARDANS**, donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Valérie **LEDoux** donne pouvoir à Stéphanie **ONFROY**

Absent excusé

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 30 janvier 2017

2017.01/10

URBANISME – PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL – OPPOSITION AU TRANSFERT DE COMPETENCE PLU A LA CODAH – DECISION

Monsieur Dominique THINNES, Adjoint au Maire.— L'article 136.II de la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové (ALUR) n° 2014-366 du 24 mars 2014, et publiée le 26 mars 2014, dispose que « la Communauté d'Agglomération (...) qui n'est pas compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (...) le devient le lendemain de l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de ladite Loi. Si, dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans mentionné précédemment, au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent, ce transfert de compétences n'a pas lieu ».

Cet article prévoit donc un mécanisme de transfert automatique et un dispositif de blocage : le transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) à la CODAH interviendra le 27 mars 2017 sauf si au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent.

C'est pourquoi, même si notre Conseil Municipal a déjà pu manifester son opposition au transfert de la compétence PLU au niveau intercommunal (délibération en date du 9 décembre 2013), il est aujourd'hui nécessaire de délibérer sur cette question, entre le 27 décembre 2016 et le 26 mars 2017.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 5211-17 relatif au transfert de compétences à un établissement public de coopération intercommunale ;

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové, notamment son article 136 ;

CONSIDERANT

- l'intérêt pour la commune de conserver sa compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme ;

Sa commission municipale, urbanisme, habitat et commande publique, réunie le 3 janvier 2017 consultée a donné un avis favorable à l'unanimité à cette opposition;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat et de la commande publique ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de s'opposer au transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) à la Communauté d'Agglomération Havraise.

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Le Maire,